

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21784 - 80ÈME ANNÉE

CYCLONE GARANCE : MANUEL VALLS EN VISITE À LA RÉUNION : 200 MILLIONS D'EUROS POUR AIDER LES COLLECTIVITÉS RÉUNIONNAISES

Le ministre des Outre-mer Manuel Valls a annoncé « mobiliser un fonds qui va représenter 200 millions d'euros pour les collectivités territoriales » de La Réunion, sinistrée après le passage du cyclone Garance il y a une semaine.

Ce « soutien de l'État » vise « la remise en état des équipements publics, pour permettre de rétablir les services de proximité », et notamment « les écoles », a indiqué le ministre des Outremer, Manuel Valls, sur Réunion la 1ère.

Ce fonds de secours servira aussi pour « les biens non assurés, pour acquérir des matériels de développement et de sécurisation, pour les biens de première nécessité ». Le 28 février dernier, l'île de 900.000 habitants a été touchée par le passage du cyclone Garance, qui a causé de nombreux dégâts, notamment dans l'est et le nord, faisant cinq morts et six blessés dont trois grièvement, selon un dernier bilan. Manuel Valls a « évidemment à l'esprit, par exemple, les écoles qui ont été détruites, qui vont rendre la rentrée scolaire difficile à Saint-Benoît, par exemple, le 17 mars ».

Le ministre est arrivé le 6 mars sur l'île, et a commencé sa visite par la commune de Saint-Benoît, la plus sinistrée, où il est allé



à la rencontre des habitants et des commerçants. Il estime « qu'il y a encore beaucoup de travail à faire, notamment pour l'électricité et l'eau ». Selon les derniers chiffres de la préfecture de La Réunion, 20.000 clients sont toujours privés d'électricité et 7220 habitants totalement privés d'eau.

Le ministre des Outre-mer a également annoncé des « avances pour les agriculteurs afin d'éviter les trous dans la trésorerie ». Selon le préfet de La Réunion, Patrice Latron, Garance a fait deux fois plus de dégâts sur les exploitations agricoles que le cyclone Belal, un an plus tôt. « Belal, c'était 50 millions de dégâts. Là, on va s'approcher des 100 millions d'euros », a indiqué le préfet.

Le ministre des Outre-mer est venu « constater les dégâts, s'imprégner des images et annoncer tous les dispositifs à mettre en œuvre pour la reconstruction ».

Il a notamment annoncé que « *les dispositifs de catastrophe naturelle et de calamité agricole* » seraient « *rapidement mis en œuvre pour débloquer les assurances et les aides de l'État* ». La commission catastrophe naturelle s'est tenu le 7 mars au ministère de l'Intérieur.

A Salazie à Hell-Bourg, Manuel Valls a échangé avec les représentants de la filière agricole extrêmement inquiets. Les syndicats et la Chambre d'agriculture attendent des aides d'urgence rapide pour relancer l'activité.

L'objectif de la visite de Manuel Valls est de constater les dégâts et de proposer une aide adéquate. La chambre d'agriculture demande à ce sujet un changement du système des indemnisations.

"On a fait part de cette problématique au ministre, je pense qu'il nous a entendus, il est prêt à travailler avec nous sur un dispositif beaucoup plus rapide et réactif qui prenne vraiment en compte les dégâts. Je vois que le ministre a envie de nous aider", a déclaré Oliver Fontaine, président de la Chambre d'Agriculture.

Les maires constatent les dégâts dans leur commune pour recevoir une aide de l'État. *"Nous avons demandé au ministre de revoir le cadre d'intervention du fonds de secours des outre-mer pour nous permettre d'être plus réactifs"*, a expliqué Sidoleine Papaya, maire de Salazie.

"On sera aux côtés du département qui va mettre 15 millions sur la table pour soutenir la trésorerie", a indiqué Manuel Valls. Il a annoncé décréter l'état de calamité intense ainsi qu'une aide de 200 millions d'euros pour les communes. Le ministre compte revenir dans un mois pour constater l'avancée des travaux.

LES ETATS-UNIS QUITTENT LE PARTENARIAT DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AVEC L'AFRIQUE DU SUD ET L'INDONÉSIE

Les Etats-Unis ont quitté le Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) avec l'Afrique du Sud et l'Indonésie, qui visé à aider à financer la sortie du charbon de ces deux pays, ont annoncé Pretoria et Jakarta.

"L'unité de supervision du Projet de transition énergétique juste (JET PMU) au sein de la présidence prend acte de la décision des États-Unis d'Amérique de se retirer du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) avec l'Afrique du Sud", a indiqué un communiqué de la présidence sud-africaine.

Décliné par l'Indonésie, le Vietnam puis le Sénégal, cet accord a été noué lors de la COP26 à Glasgow en 2021 avec l'Union européenne, le Royaume Uni mais aussi la France et l'Allemagne à titre individuel, et les Etats-Unis. Le partenariat noué avec l'Indonésie, pour 21,6 milliards de dollars de financement, avait été dévoilé fin 2022.

Le retrait américain *"réduit les engagements internationaux actuels"* en faveur de l'Afrique du Sud de 13,8 milliards de dollars à 12,8 milliards de dollars, selon le même communiqué. Ce milliard, promis par Washington lors de la conclusion de l'accord, était largement constitué d'*"investissements commerciaux potentiels"*, est-il précisé.

"Aucun prêt préférentiel n'a été proposé par les États-Unis à l'Afrique du Sud" dans le cadre du Partenariat pour une transition énergétique juste, a assuré la présidence sud-africaine. Car le total du Partenariat pour une transition énergétique juste est principalement constitué de prêts à taux préférentiel de la part d'un petit groupe d'économies développées.

La France a déjà prêté 700 millions d'euros sur le milliard promis initialement. L'Afrique du Sud figure parmi les 12 plus gros émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre, et tire 80% de son électricité du charbon, pilier de son économie avec environ 90.000 emplois.

"Notre engagement en faveur d'une transition énergétique juste ne dépend pas de la contribution d'autres puissances", avait assuré le ministre de l'Électricité et de l'Énergie Kgosientsho Ramokgopa lors d'un point presse. *"Nous pouvons puiser dans les liquidités qui se trouvent dans le secteur privé, ainsi que des institutions financières en dehors des États-Unis, s'ils choisissent cette voie (quitter le JETP, NDLR)",* avait-il ajouté.

En 2021, le communiqué annonçait le partenariat pour une transition énergétique juste et avait chiffré à 98 milliards de dollars les besoins financiers sur cinq ans pour entamer la transition énergétique de l'Afrique du Sud sur 20 ans.

L'Indonésie a de son côté fait état du même scénario concernant le retrait américain. Le responsable du Partenariat pour une transition énergétique juste pour l'Indonésie, Paul Butarbutar a indiqué que l'ambassade américaine à Jakarta l'avait informé le 4 mars de la décision de Washington.

Si la promesse de 21,6 milliards de dollars de donateurs privés et publics reste inchangée, Paul Butarbutar s'attend néanmoins à ce que le retrait américain affecte les études de transition énergétique et l'octroi de subventions.

"D'après ce que je comprends, les États-Unis continueront de collaborer avec l'Indonésie pour le développement des énergies renouvelables et d'autres formes d'énergie, tant que cela reste conforme aux intérêts américains", a-t-il déclaré à l'Agence France Presse.

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : LE N°3919 A CONNU UNE «ANNÉE RECORD»

Le 3919, la ligne d'écoute et d'orientation des femmes victimes de violences, en particulier conjugales, a connu en 2024 une « année record », avec « plus de 100.000 appels pris en charge », a annoncé la Fédération nationale Solidarité femmes.

«C'est la première fois que le nombre d'appels pris en charge dépasse la barre des 100.000», a indiqué à l'AFP une porte-parole de la Fédération qui gère le 3919, ligne accessible gratuitement 24h/24 et sept jours sur sept.

Ainsi, 14% des appelantes victimes de violences conjugales en 2024 «ont témoigné de menaces de mort proférées au moment des faits», a précisé la FNSF dans un communiqué. 75% des appelantes pour violences conjugales avaient des enfants. *«98% déclarent que leurs enfants subissent des violences indirectes et 49% déclarent des violences directes».* Globalement, 21.880 enfants seraient victimes des violences conjugales rapportées au 3919, a ajouté la Fédération.

Face à cette hausse du nombre d'appels et de prises en charge, la Fédération nationale Solidarité femmes appelle l'État à renforcer son engagement financier auprès des associations de terrain vers lesquelles elle oriente les femmes victimes de violences. *«Sans financements pérennes, nos associations locales ne pourront plus assurer un accompagnement spécialisé de qualité pourtant nécessaire pour la sortie des violences et la reconstruction des femmes et des enfants»,* a prévenu cette dernière.

Selon les derniers chiffres officiels, plus de 270.000 victimes de violences conjugales, en très grande majorité des femmes, ont été enregistrées par les forces de sécurité en 2023. La même année, 96 femmes ont été victimes de féminicide conjugal.



« LANDROI DOLO LA KOULÉ, SÉPAKAN LI VA ROKOUL ANKOR »

Médam zé Mésyè, la sossyété, koz èk mwin sé koz èk in kouyon mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo masson.

Mézami ni sorte viv in bèl siklone avèk toute bann zingrédièn k'i fé k'in siklone sé in for siklone. An parmi néna delo, delo la bou, lo van etc...

Pou la késtyonn lo bann zansien i di touzour si delo la pass in landroi in zour sirésèrtin li va ropassé. Bann bassin a sèk dopi lontan, ariv in zour ; delo i ranpli azot é zot i débordé partou.

In madam té apré rakonté, son vyé famiye zordi déssédé téi di toultan zot va oir si in zour delo i koul pa ziska kass zot kaz. Lo kaz la pa kassé, lé vré, mé delo la anvayi lo kaz.

Bin alor, kossa i fo fé ?

Sirtou pa éfass sa dann la mémoir é pa obliye la natir néna la mémoir. Alé ! Mi kite azot rofléshir la dsi é ni rotrové pli dvan, sipétadyé.

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean Simon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433